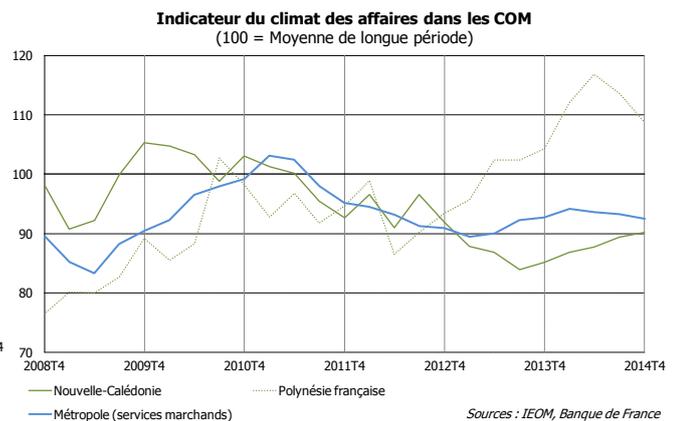
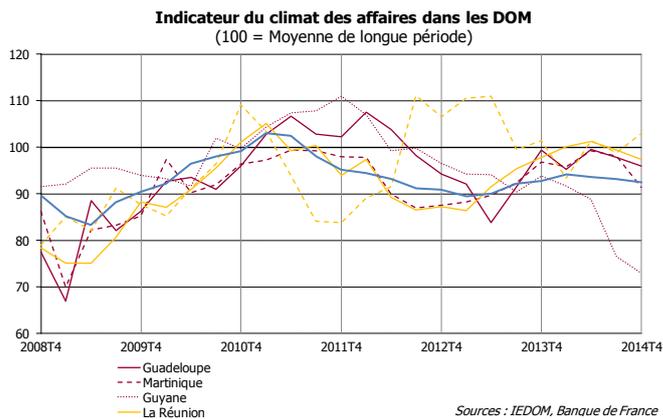


Conjoncture Outre-mer au 4^e trimestre 2014

TENDANCES

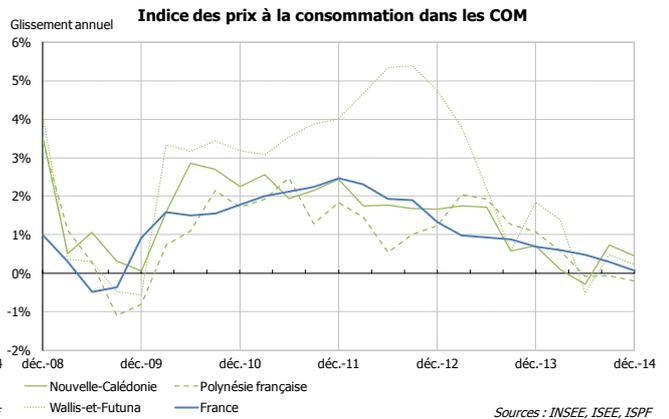
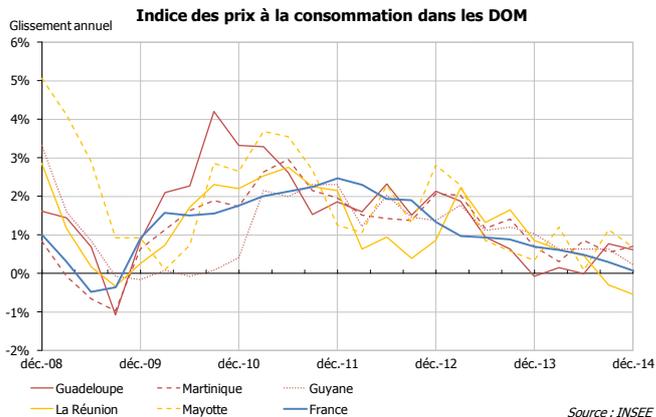
CLIMAT DES AFFAIRES



Dans les DOM, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est inscrit en baisse et se situe sous sa moyenne de longue période, à l'exception de Mayotte où l'indicateur s'est inscrit en hausse et dépasse cette moyenne. En Guyane, l'indicateur est à son plus bas depuis 2001.

Dans les COM du Pacifique, on constate toujours un contraste entre l'ICA polynésien, en léger recul mais qui reste nettement au-dessus de sa moyenne de longue période et l'indicateur calédonien, en amélioration, mais dix points en deçà de sa moyenne de longue période.

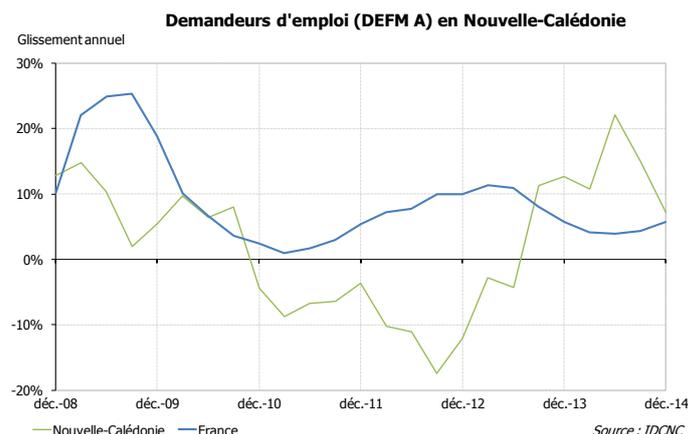
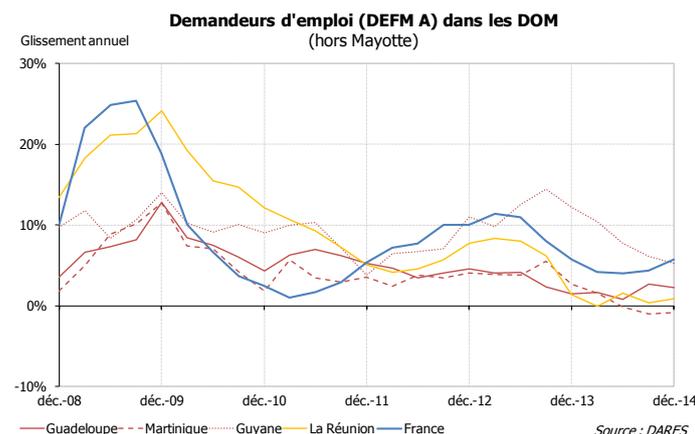
PRIX À LA CONSOMMATION



Le rythme de hausse des prix à la consommation fléchit légèrement dans les DOM, à l'exception de la Martinique où il marque une faible progression. La baisse des prix se poursuit à La Réunion.

Dans les COM, on enregistre une légère baisse sur un an. Le glissement annuel des prix est faiblement positif en Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à Wallis-et-Futuna et faiblement négatif en Polynésie française.

MARCHÉ DU TRAVAIL



Sur le front du nombre de demandeurs d'emploi, une légère diminution est observée à la Guadeloupe et en Guyane et une légère hausse à la Martinique et à La Réunion. On observe un recul plus net en Nouvelle-Calédonie.

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : un quatrième trimestre contrasté

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de diminuer au quatrième trimestre 2014. Il retrouve ainsi son niveau de début d'année. Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise tant sur le trimestre passé que sur celui à venir.

En dépit d'un climat des affaires atone, l'investissement des entreprises et la consommation des ménages affichent des signes d'amélioration. Les échanges commerciaux repartent à la hausse après deux trimestres consécutifs de baisse. Cependant, le marché du travail reste tendu, en particulier pour les seniors (50 ans et plus) et les jeunes de moins de 25 ans.

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est en baisse dans les secteurs de l'industrie, du BTP et du tourisme. Elle enregistre un rebond dans le secteur du commerce et poursuit son amélioration dans le secteur primaire et l'agroalimentaire. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise restent pessimistes. Ils anticipent une activité en baisse pour le début d'année, ainsi qu'une détérioration des charges et des délais de paiement de la clientèle.

Martinique : dégradation de l'indicateur du climat des affaires

Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche un retrait sensible (-7,6 points). Il s'établit désormais à 89,4 points, soit 10,6 points en dessous de sa moyenne de longue période, alors qu'il s'en était rapproché au cours des précédents trimestres. Cette détérioration de l'ICA s'explique essentiellement par les anticipations défavorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, sur la totalité des soldes d'opinion, à l'exception des prévisions d'investissement. En effet, les prévisions d'investissement à un an affichent une légère hausse et le solde d'opinion est positif pour la première fois depuis trois ans. En revanche, l'activité enregistre une nouvelle dégradation sur la période, en particulier dans le secteur du commerce et de l'industrie (hors agro-alimentaire). La stagnation des prix ne semble pas stimuler de manière significative la consommation des ménages. Par ailleurs, le marché du travail, bien que mieux orienté, présente encore une situation dégradée. Enfin, les échanges extérieurs se contractent sensiblement sous l'effet du repli des imports-exports de produits pétroliers. Pour le premier trimestre 2015, les professionnels sont pessimistes, prévoyant un repli sensible de l'activité et de l'ensemble des autres indicateurs.

Guyane : l'indicateur du climat des affaires toujours en berne

La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au quatrième trimestre (-3,6 points). À 73 points, il se situe désormais à 27 points en deçà de sa moyenne de longue période. Ce recul s'explique d'abord par une dégradation marquée de la composante prévisionnelle (-2,4 points), traduisant des anticipations de nouveau défavorables des chefs d'entreprise. Depuis le début de l'année ces derniers restent inquiets quant à l'évolution de leur activité, et en particulier des délais de paiement et de leur trésorerie. L'opinion défavorable formulée par les chefs d'entreprise sur l'activité passée a également pesé négativement sur l'ICA.

L'atonie de l'activité pèse sur les perspectives d'investissement à un an qui s'infléchissent de nouveau. La baisse enregistrée depuis le second trimestre se poursuit donc sur les trois derniers mois de l'année.

Cette tendance défavorable influe sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est en progression tout comme le nombre de chômeurs de longue durée.

Dans un contexte de légère baisse des prix, la consommation des ménages enregistre une évolution contrastée avec une baisse des importations de biens de consommation mais une hausse des importations des biens d'équipements électriques. L'investissement des entreprises connaît par ailleurs une situation dégradée avec des indicateurs toujours en retrait.

Au dernier trimestre de l'année, l'activité reste dégradée et les délais de paiement s'allongent. L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité reste mal orientée pour le premier trimestre de l'année 2015.

La Réunion : après l'embellie, le climat des affaires s'essouffle

Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,8 point), mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent (-2,3 points). Il s'établit désormais à 95,8 points, en dessous de sa moyenne de longue période, mais loin des points bas. L'indice est ainsi revenu à son niveau de fin 2013.

Cette évolution valide l'inflexion mise en exergue le trimestre précédent (première baisse après cinq trimestres de hausse) et l'idée que l'embellie du contexte économique s'essouffle, après un probable excès d'optimisme. La baisse de l'ICA est imputable aux trois quarts à la composante passée, ce qui est conforme aux anticipations du trimestre précédent. Le repli modéré de la composante future sur le trimestre (-0,9 point après -6,4 points au troisième trimestre) laisse néanmoins espérer une stabilisation les prochains mois.

Malgré la persistance d'une certaine frilosité et d'un manque de visibilité, le contexte général est globalement favorable. La consommation des ménages est assez ferme, soutenue par la faiblesse de l'inflation. Les effets positifs de la Nouvelle route du littoral sur l'investissement deviennent davantage perceptibles.

Par secteur, le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les industries et industries agroalimentaires, le BTP et le commerce. A l'inverse, l'opinion des professionnels est défavorable dans l'agriculture et les services.

Mayotte : un climat des affaires volatil

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 4,1 points au quatrième trimestre 2014 pour se situer au-dessus de sa moyenne de longue période (+3,2 points). Les réalisations globales du quatrième trimestre expliquent entièrement l'amélioration de l'ICA (+5,4 points), tandis que la mauvaise orientation des prévisions pour le premier trimestre 2015 y contribue négativement (-1,3 point). Ainsi, l'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, le niveau de la trésorerie, les prix et les effectifs s'améliore. L'investissement est la seule variable prévisionnelle qui bénéficie d'une bonne orientation et qui participe donc à l'augmentation de l'ICA. En revanche, la perception des entrepreneurs sur leur activité est dégradée, à la fois pour le quatrième trimestre et celui à venir. Le marché du travail enregistre une nouvelle hausse de la demande d'emploi tandis que le nombre d'offres d'emploi est quasiment stable. La consommation des ménages se maintient dans un contexte de légère diminution des prix.

Nouvelle-Calédonie : nouveau regain de confiance des entrepreneurs

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à progresser fin 2014 (+0,8 point), pour le cinquième trimestre consécutif. Il s'établit toutefois toujours bien en-deçà de sa moyenne de longue période (-10,4 points). Si les chefs d'entreprise témoignent d'une opinion favorable sur l'évolution de leur activité au cours du trimestre écoulé, ils soulignent parallèlement une nouvelle dégradation de leur trésorerie. Le redressement de l'ICA repose entièrement sur de meilleures anticipations pour le trimestre à venir, concernant notamment la trésorerie et les effectifs.

La remontée progressive de l'indicateur du climat des affaires s'accompagne désormais d'une consolidation des principaux indicateurs conjoncturels. La consommation des ménages se raffermi, atteignant un niveau élevé ce trimestre. Les intentions d'investir se stabilisent. Les importations connaissent ainsi une hausse significative au dernier trimestre 2014, accentuant d'autant plus le déficit commercial. Le marché du travail est dans ce contexte légèrement mieux orienté, avec un recul du nombre de demandeurs d'emploi et une baisse du chômage indemnisé.

Cette amélioration de la conjoncture concerne, à des degrés divers, tous les secteurs d'activité. Les volumes produits dans les secteurs minier et métallurgique sont en forte augmentation sur le trimestre, et permettent aux exportations de se maintenir à des niveaux élevés. Le secteur du BTP témoigne d'un volume d'activité et d'appels d'offres favorable au quatrième trimestre, même si cette amélioration reste surtout cantonnée à la construction privée. Enfin, le courant d'affaires dans le secteur du tourisme est bien orienté selon les professionnels du secteur, le nombre de touristes de séjour ayant progressé au dernier trimestre 2014.

Polynésie française : la confiance persiste en fin d'année

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit de nouveau au quatrième trimestre 2014 (-4 points), mais demeure établi au-dessus de sa moyenne de longue période (+4 points), comme il l'a été tout au long de l'année. Ce repli de l'indicateur s'explique principalement par l'appréciation moins favorable portée par les chefs d'entreprise sur le niveau d'activité et de trésorerie en fin d'année. En revanche, les professionnels interrogés restent optimistes pour le trimestre à venir. Ils anticipent en particulier une amélioration de leur trésorerie, en dépit d'une activité attendue en baisse. L'investissement est en hausse mais peu dynamique. Les intentions d'investir à un an restent favorables, confirmant le maintien de la confiance des entrepreneurs sur le moyen terme. La consommation des ménages est également mieux orientée, mais reste fragile tandis que l'emploi salarié progresse à la suite d'un recours accru à l'emploi intérimaire et temporaire face à l'épidémie de Chikungunya. Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. L'activité est stable dans le secteur de l'industrie et des services, tandis qu'elle évolue favorablement dans les secteurs de la construction et du tourisme. En revanche, le secteur primaire et le commerce voient leur courant d'affaires se dégrader.

Wallis-et-Futuna : fléchissement de la consommation des ménages dans un contexte économique moins favorable

Après avoir enregistré un ralentissement au troisième trimestre, l'activité économique, qui repose principalement sur la consommation des ménages, est mieux orientée ce trimestre. Les importations de produits alimentaires sont en forte croissance, conséquence de la constitution de stocks dans le secteur du commerce. Le niveau général des prix est en légère progression sur le trimestre. Les prix de l'alimentation restent relativement stables par rapport à fin septembre, dans un contexte de concurrence accrue. L'indice des prix des transports enregistre quant à lui la plus forte hausse, du fait d'une augmentation des tarifs du transport aérien de passagers. Le niveau d'investissement des entreprises se maintient. Il en est de même du niveau de l'emploi, à l'exception du secteur du BTP qui subit une chute de ses effectifs salariés. En effet, après une année 2013 en surchauffe, l'activité du secteur marque le pas et retrouve un niveau plus modéré.

Des réunions sont prévues au cours du premier trimestre pour la définition des projets qui seront financés au titre du XI^e Fonds européen de développement, dont l'enveloppe s'élève à 2,3 milliards de F CFP. L'accessibilité et l'attractivité de l'archipel feront partie des thèmes de travail abordés par la Commission du FED.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité économique contrastée

L'orientation de l'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon, en amélioration au cours du troisième trimestre 2014, est plus mitigée en fin d'année. La consommation des ménages, qui s'était inscrite en nette amélioration au troisième trimestre, recule sous l'effet, notamment, d'un essoufflement des importations de produits alimentaires et d'une forte contraction des ventes de véhicules de tourisme. La reprise de l'investissement des entreprises, quant à elle, se confirme avec une nouvelle hausse des importations de produits bruts et un renforcement de la progression des crédits d'investissement.

L'indice des prix à la consommation, après une légère reprise à la hausse au cours du troisième trimestre, voit son rythme de croissance légèrement ralentir au quatrième trimestre. Les performances observées tout au long de l'année sur le marché du travail se confirment en fin d'année, le nombre de demandeurs d'emploi atteints ainsi son plus bas niveau observé en cette période au cours des cinq dernières années. Les importations et les exportations de l'archipel enregistrent pour leur part un fort repli. Au niveau sectoriel, la situation est plus favorable puisqu'après deux trimestres de baisse, l'activité de pêche repart fortement en hausse tout comme le trafic passager vers l'archipel.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2015 – Dépôt légal : mars 2015 – ISSN 1952-9619